

Mesdames et messieurs les députés,

Les retraités de l'État semblent encore une fois mis sur les tablettes par la Présidente du Conseil du trésor. Nous apprécierions grandement votre intervention pour que la recommandation de la Commission des finances publiques concernant la revendication des retraités de l'État au sujet de la réindexation de leur rente de retraite puisse être respectée. Selon les informations que nous détenons, les centrales syndicales se croient les seules propriétaires de la gestion de nos fonds de retraite. Elles feraient objections à la mise sur pied du comité recommandé par la Commission sur les Finances publiques.

Au mois de novembre, nous avons rencontré la présidente du Conseil du trésor, Madame Michelle Courchesne, au sujet de la mise sur pied de ce comité de travail recommandé par la Commission sur les Finances publiques, en février 2010, concernant le dossier de l'indexation de nos rentes de retraite. Lors de cette rencontre, madame Courchesne nous faisait part de son intention de mettre en place ce comité dès la fin novembre ou tout au plus, au début décembre 2010. Madame la présidente a confirmé publiquement son intention lors des débats en commission parlementaire sur le projet de loi 124.

Nous savons que l'avancement de notre dossier vous tient à cœur. Nous sommes sûrs d'obtenir de votre part une intervention énergique. Les retraités de l'État attendent depuis trop longtemps. Le retard de la Présidente du Conseil du trésor à procéder à la formation de ce comité est plus qu'inquiétant.

Merci pour vos efforts et pour votre précieuse collaboration,

Rodrigue Dubé
Président de l'ADR